



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général à la planification écologique



LA STRATÉGIE EMPLOIS ET COMPÉTENCES POUR RÉUSSIR LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

Jeudi 22 mai – séminaire national des GIP Formation Continue et Insertion Professionnelle

Arnaud LECOURT

Secrétaire général à la planification écologique, chargé de la COP

Arnaud.lecourt@bretagne.gouv.fr

Tél : 02 57 87 15 70 - Mobile : 06 84 21 02 35

<https://www.prefectures-regions.gouv.fr/bretagne/Grands-dossiers/Planification-ecologique>

1. La planification écologique, éléments de cadrage

**2. Synthèse de la stratégie emplois et compétences
du SGPE**

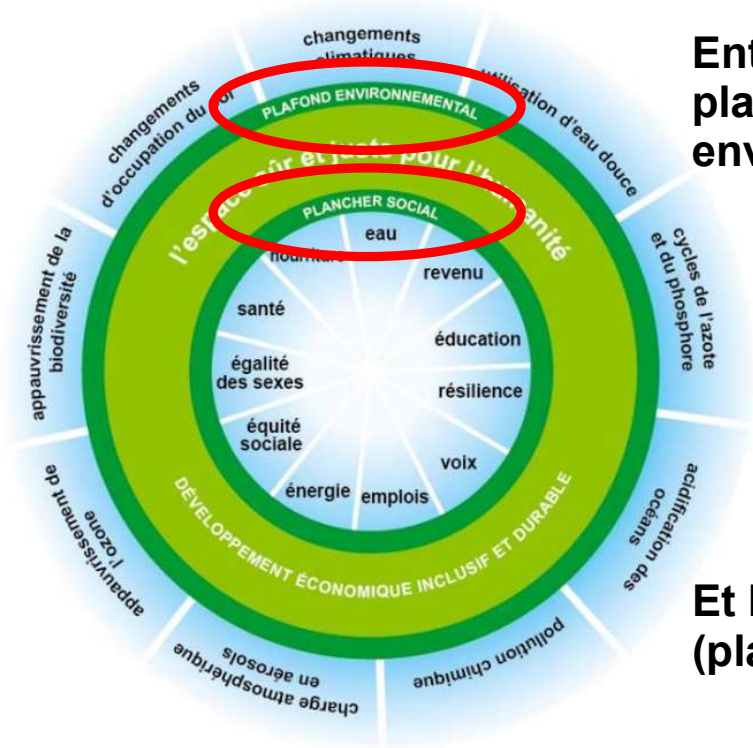
3. Enjeux de territorialisation associés à la stratégie

1. La planification écologique, éléments de cadrage

Les objectifs de la planification écologique

- **Démarche nationale** initiée en 2022 avec une déclinaison par région
- Trois objectifs :
 - Définir une trajectoire qui respecte les **limites planétaires**
 - Accélérer le découplage entre la croissance économique et l’empreinte carbone (**croissance verte**)
 - **Respecter nos engagements internationaux** dans le domaine du climat
- **Accélérer / faciliter la mise en action des projets** en s’appuyant sur les gouvernances déjà existantes

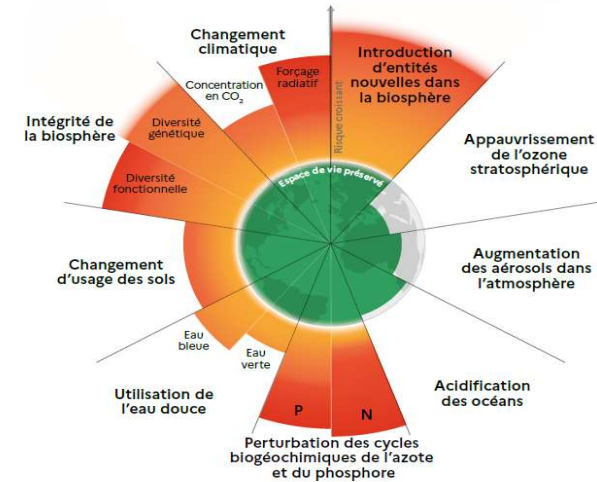
Définir une trajectoire pour retrouver un équilibre



Entre le respect des limites planétaires (plafond environnemental)

Et le développement social (plancher social)

Kate Raworth, *La Théorie du Donut, l'économie de demain en 7 principes*, novembre 2018.



Les 9 limites planétaires, Stockholm Resilience Centre, septembre, 2023 (1ère publication en 2009).



Les 17 objectifs du développement durable, ONU, 2015.

Une planification structurée autour de 3 piliers

Atténuation du changement climatique

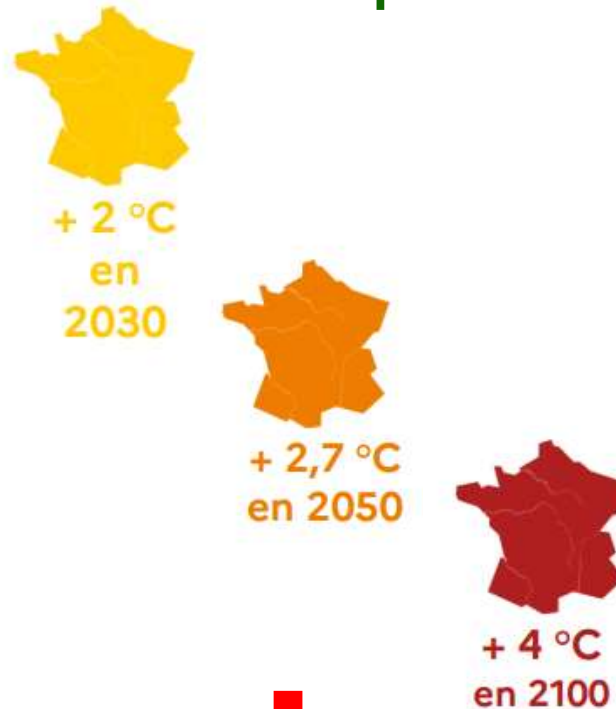


Neutralité Carbone en 2050
(Émissions de GES – Stockage
Carbone = 0)



SNBC3 / PPE 3

Adaptation au changement climatique



PNACC 3

Préservation et restauration de la biodiversité et des ressources

ZAN en 2050

Classer 30 % des terres
et des mers
en aires protégées

Protection de la ressource
en eau (qualité et quantité)

Adapter et restaurer
les forêts

...



SN Biodiversité

Une planification au service de la souveraineté et de la protection



Réduire notre dépendance aux énergies fossiles

60 % de l'énergie consommée d'origine fossile
99 % de l'énergie fossile importée



Mix énergétique
(nucléaire, hydraulique, éolien, photovoltaïque, biomasse)



Développer des filières industrielles fortes

1 véhicule élec. / 3 vendu en France est fabriqué en France contre 2 % pour les véhicules essence



Politique de réindustrialisation
(France 2030, territoires d'industrie)

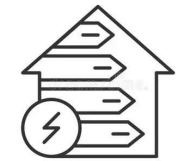


Améliorer la résilience du système agro-alimentaire

600 M€ d'indemnisation en 2022 (hausse coût énergie fossile, alimentation animale)



Décarbonation des bâtiments et machines
Développement des légumineuses



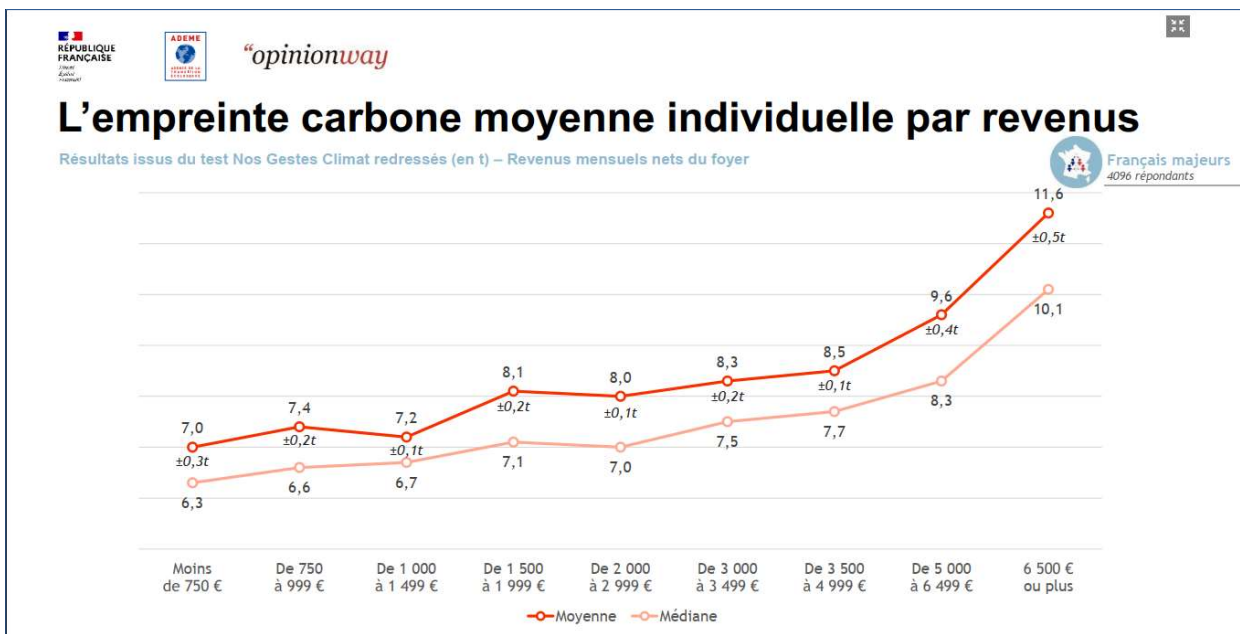
Lutter contre la précarité énergétique

3,2 M de ménages en situation de précarité énergétique



Rénovation thermique des logements

Garantir une transition juste



- **Empreinte carbone des ménages croissante avec le revenu**
- **La taxe carbone : un coût direct plus important pour les ménages modestes** (part plus importante des revenus consacrée au chauffage et au transport)
- **Le lieu d'habitation impacte également l'exposition des ménages** (accès aux services publics, mobilités en milieu rural)
- **Nécessite des mesures d'accompagnement ciblées** directes (subventions à la rénovation) ou indirectes (baisse de la fiscalité, augmentation des prestations sociales)



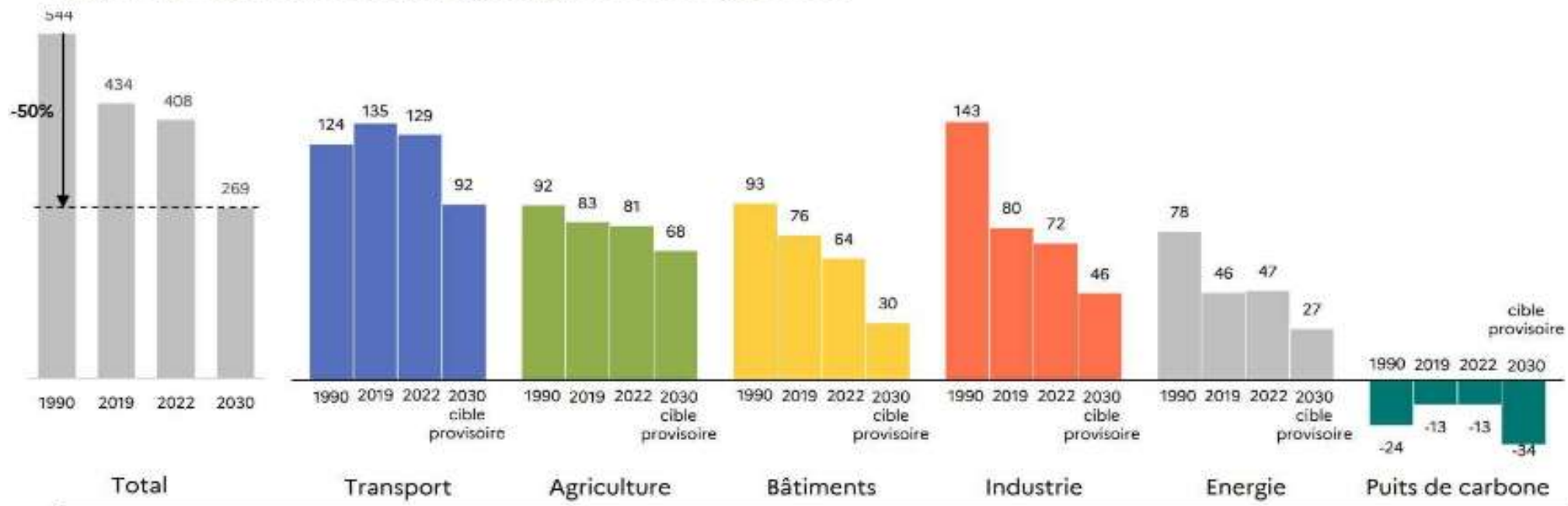
9 % du budget des ménages pauvres est consacré aux dépenses d'énergie à domicile (eau, électricité et combustibles) contre **5 %** du budget des ménages aisés.

Conseil National des Politiques de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale, *Faire de la transition un levier de l'inclusion sociale*, Juin 2024

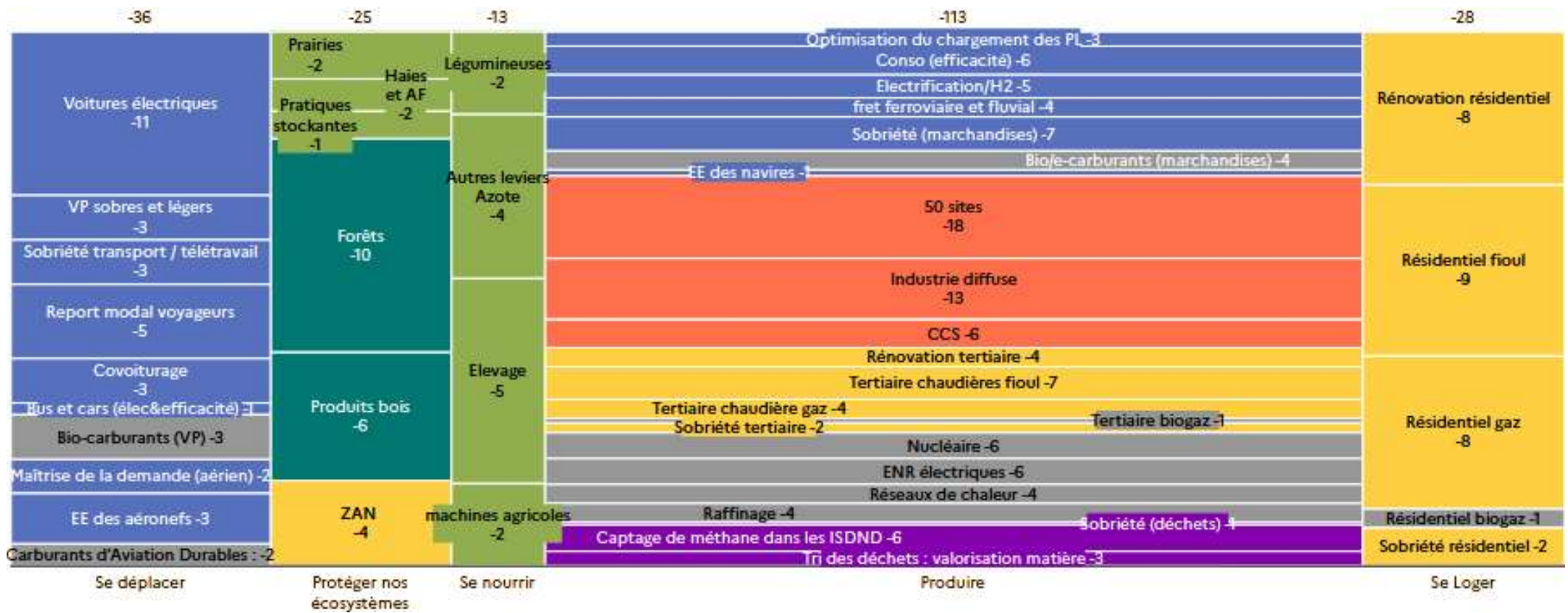
Une planification qui s'appuie sur des objectifs...

Répartition de l'effort par secteur

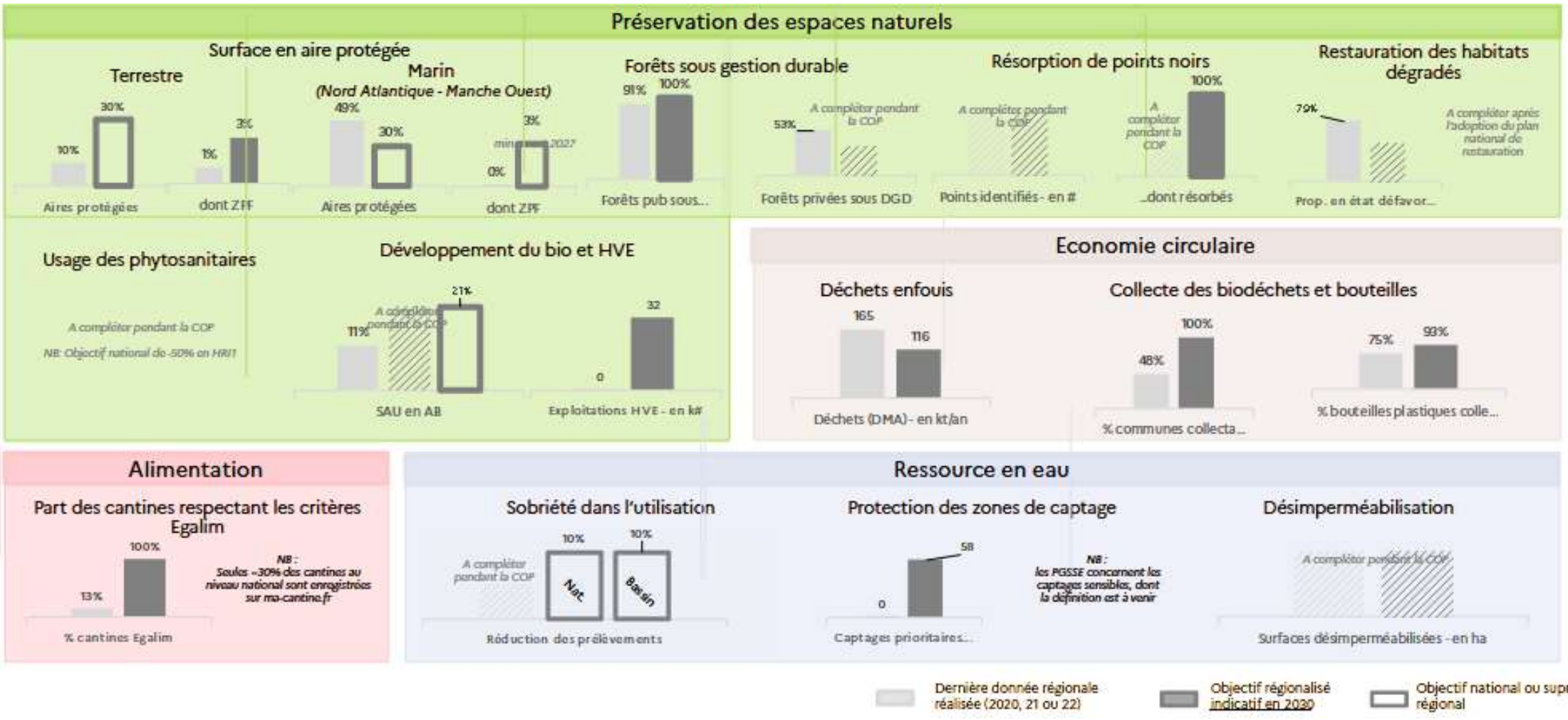
Emissions annuelles domestiques (hors sources) de GES



... et des leviers d'atténuation



... et des leviers biodiversité-ressources



La stratégie emplois et compétences - synthèse

Enjeux emplois et compétences pour réussir la planification écologique

Défis à relever

Dynamiques sectorielles actuelles et futures parfois défavorables

- Tensions de recrutements déjà à l'œuvre dans les secteurs prioritaires visés
- Déperditions parfois fortes entre formation initiale et accès au premier emploi
- Fort renouvellement générationnel attendu d'ici 2030
- Manque d'attractivité de certains métiers, qui pourrait s'aggraver avec le changement climatique

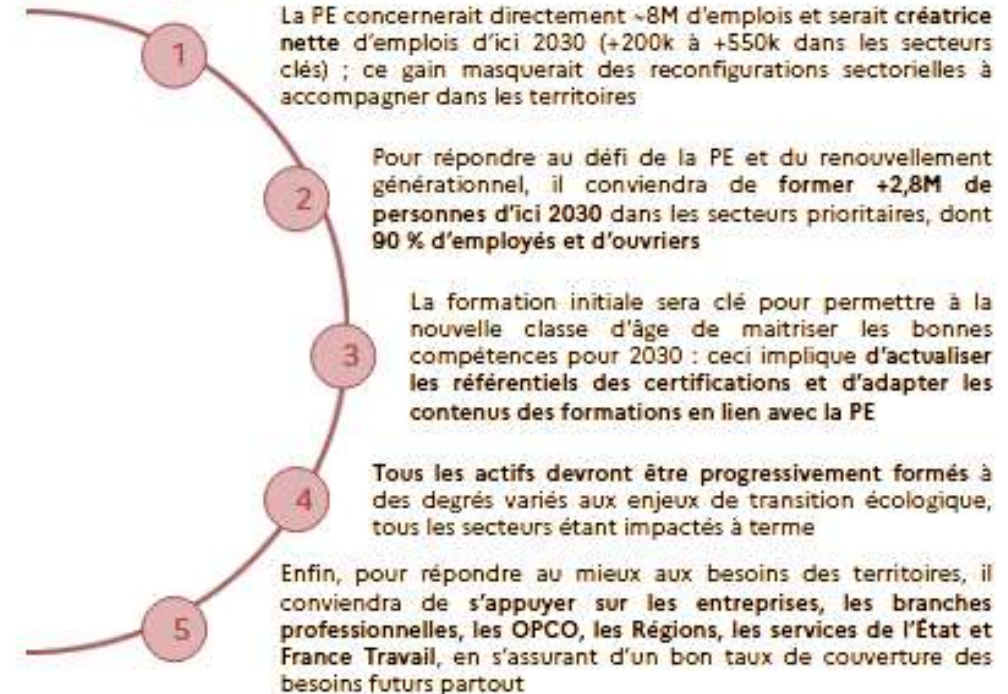
Processus de destruction/création induit par la transition écologique

- Nouveaux besoins en compétences, dans des secteurs existants ou dans de nouvelles filières d'avenir
- Métiers à massifier pour réindustrialiser, rendre l'économie plus circulaire et préserver la biodiversité
- Quelques secteurs amenés à perdre des emplois, avec un impact territorial à anticiper

Stratégies emplois/formation et transition écologique à coordonner

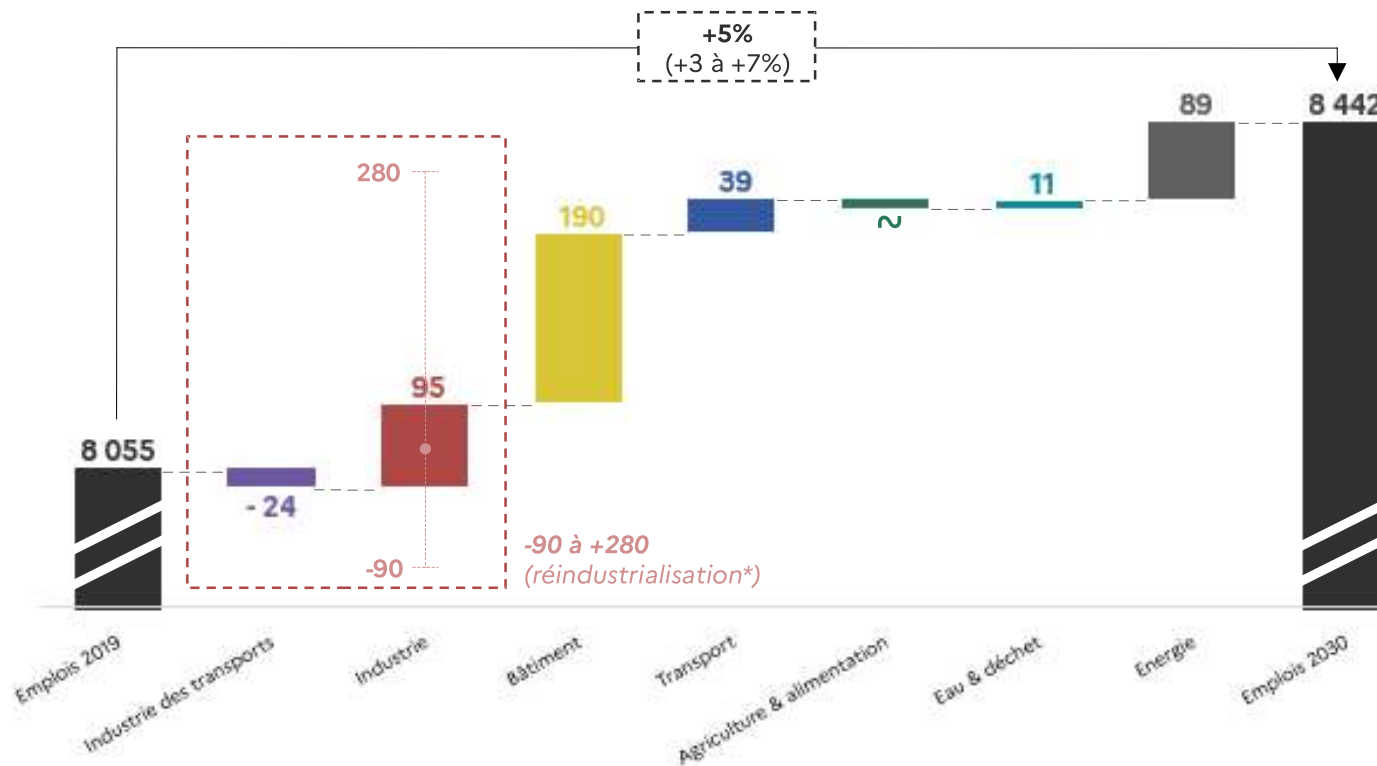
- Horizons temporels cibles différents entre acteurs de la formation et de la transition écologique
- Dispositifs et instances de gouvernance historiquement peu coordonnés
- Régions fer de lance sur la formation professionnelle à mobiliser pour la transition écologique

Messages clés



Un contexte national en profonde mutation : GPEC de la Nation, réforme du lycée professionnel, loi pour le plein emploi, loi immigration

La PE pourrait créer 200 à 550k emplois nets d'ici 2030 dans les secteurs à enjeux (échelle nationale)



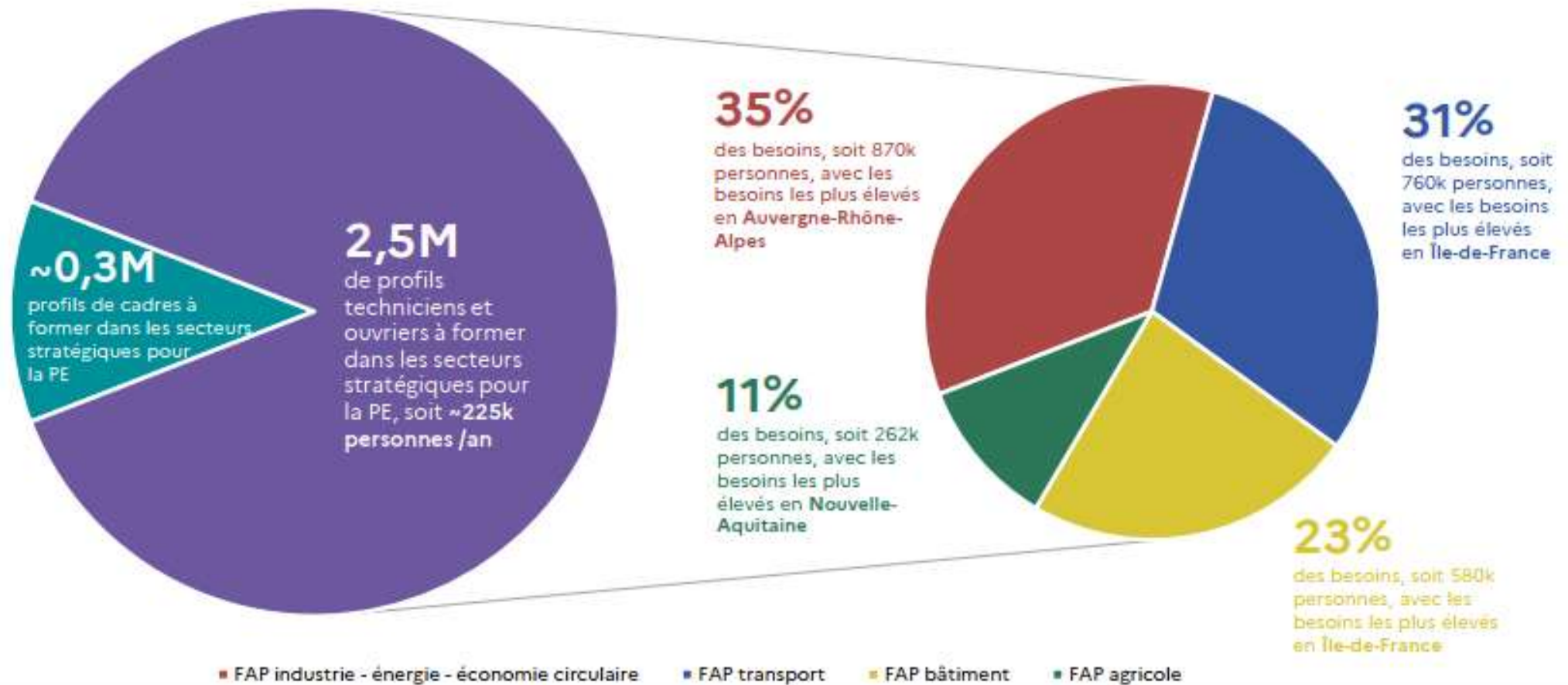
- **Bâtiment** : hausse importante liée aux besoins pour la rénovation des bâtiments
- **Énergie** : augmentation forte associée au développement des EnR (électriques et bioénergies)
- **Transport** : légère hausse globale avec des reconfigurations :
 - recomposition de la structure d'emplois dans l'automobile (électrification) ; pertes d'emploi dans le fret routier (sobriété), voire dans le transport aérien si changement de comportement des passagers
 - créations d'emplois dans le transport routier de voyageurs, l'industrie du vélo, du ferroviaire (report modal)
- **Agriculture** : stabilité recherchée en assurant un renouvellement générationnel suffisant
- **Industrie** (hors transport) : scénario variant entre une baisse tendancielle historique et une réindustrialisation accrue
- **Eau et déchets** : hausse associée aux besoins du plan eau et d'une économie plus circulaire (allongement de la durée d'usage, collecte, tri, valorisation matière)

Travaux à mener

- Données finales de la SFEC à intégrer
- Besoins pour la réindustrialisation à horizon 2030 à consolider
- Prospective à territorialiser

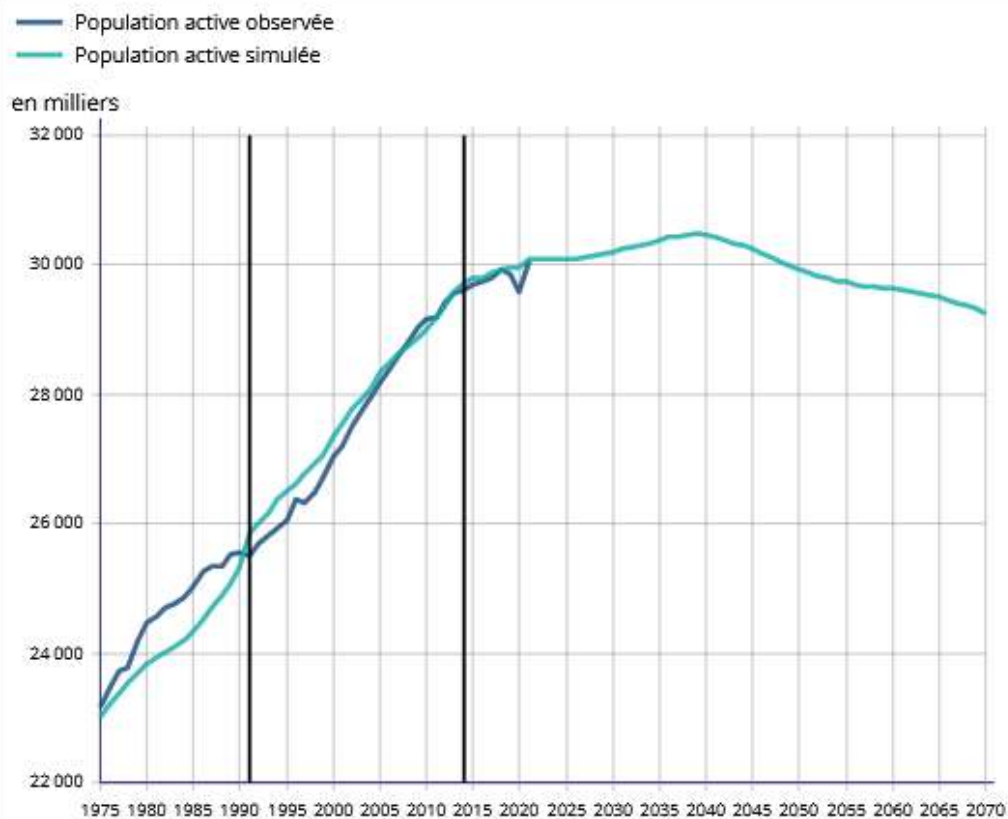
Sources : Modélisation SGPE sur la base des Prospectives des métiers et qualifications (PMQ), des projections issues des EDEC (eau, gaz, électricité, mobilités), des diagnostics issus des AMI CMA (ABC, CATU, CFA), d'études et extrapolations issues des filières (PFA, ANFA) ; variations* dépendant du niveau de réindustrialisation, estimées par la mission Lluansi entre -135 à +750k à horizon 2035

~2,5M techniciens et ouvriers à identifier et former d'ici à 2030



A croiser avec le ralentissement de la croissance de la population active

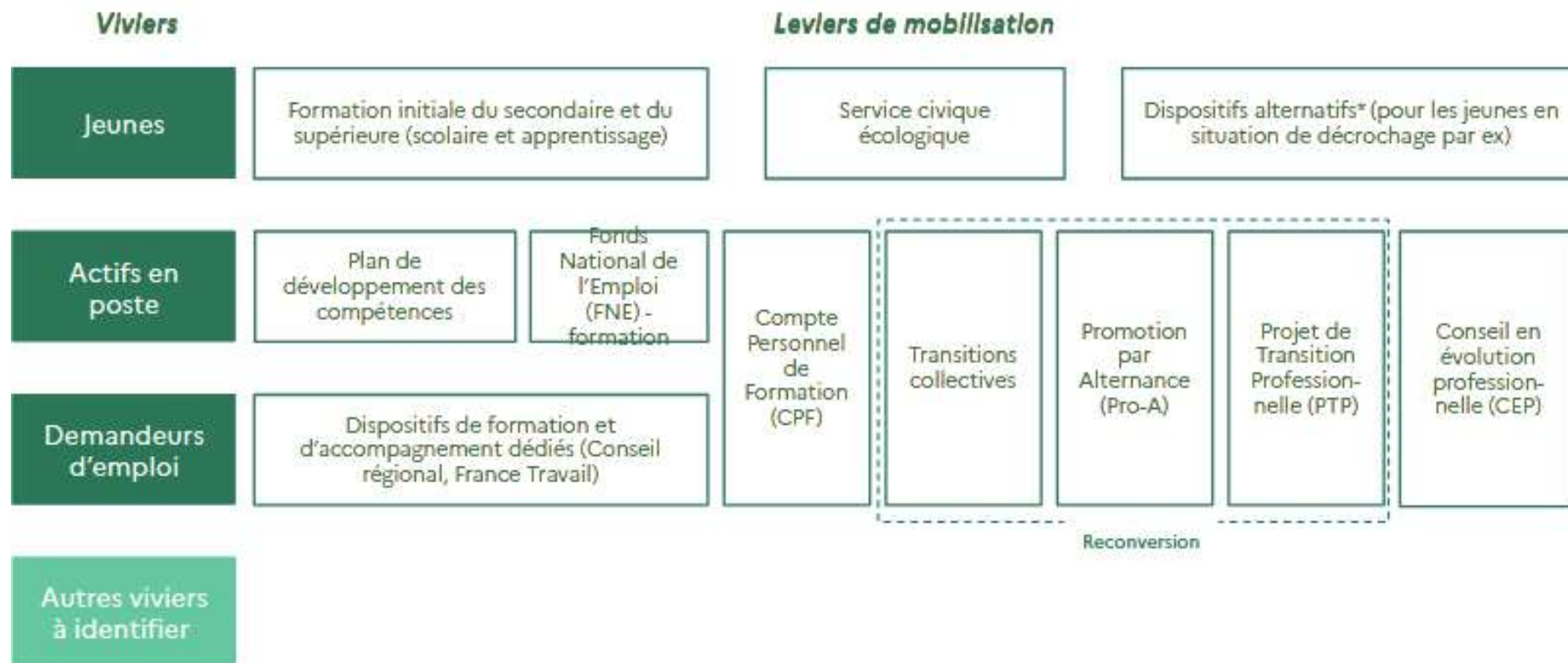
Figure 1 - Projection de population active en moyenne annuelle



- Ralentissement de la croissance de la population active jusqu'en 2040
- Puis une diminution

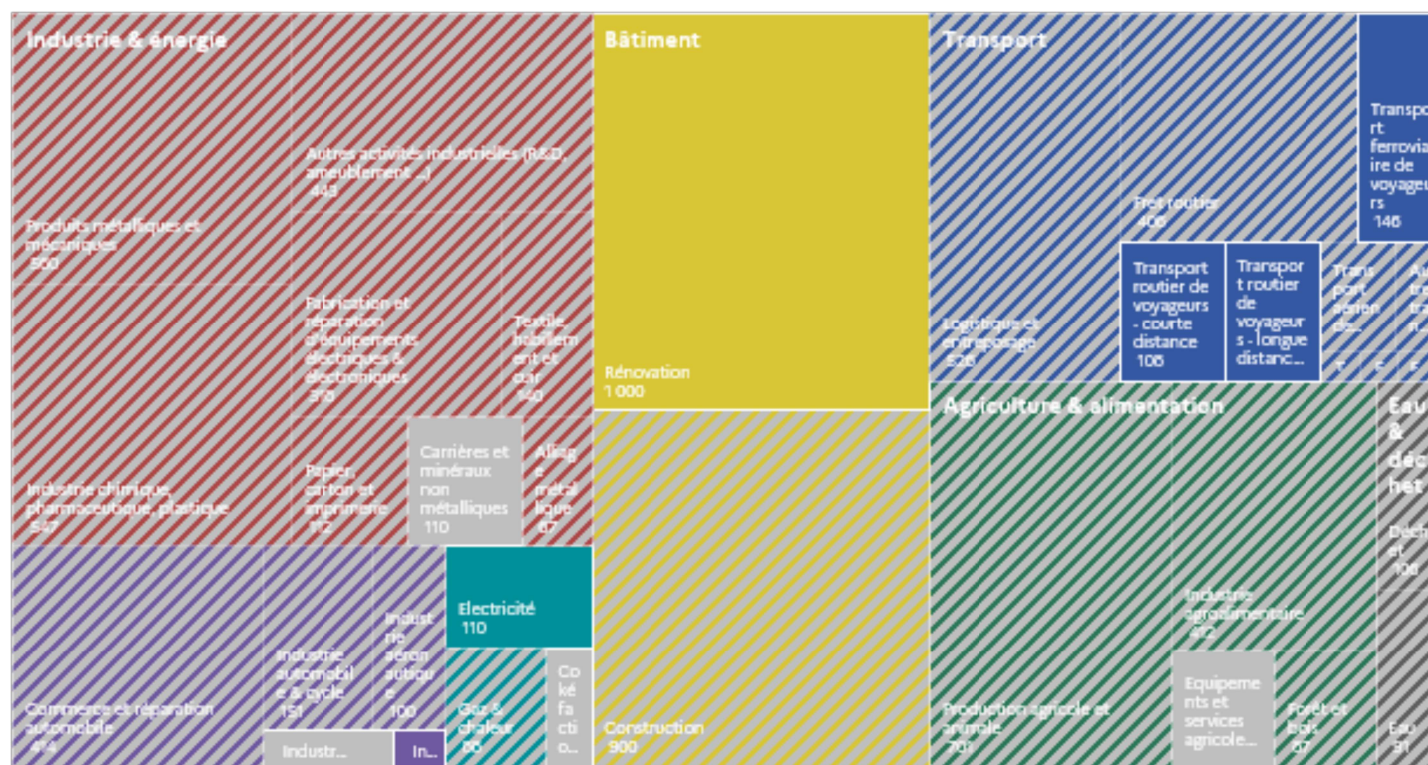
Source : Insee, projections de population active 2022-2070.

Viviers RH à mobiliser pour répondre à ces besoins



*Ecoles de la 2^{ème} chance, Ecoles de production, Réseau ETRE, Etablissement pour l'insertion dans l'emploi, contrats de professionnalisation pour les jeunes ayant quitté le système éducatif sans qualification professionnelle...

Plus de la moitié des emplois en lien avec les leviers de PE sont couverts par des plans d'actions nationaux alignés avec la PE



- **Bâtiment** : plan interministériel structuré sur la rénovation des bâtiments, travaux complémentaires à mener sur la construction (dont hors-site)
- **Énergie** : plans issus de travaux de branches pour l'électricité (dont nucléaire), besoin d'actualiser les actions pour la filière gaz (PPE 3)
- **Transport** : plans issus d'AMI CMA ou d'EDEC, prenant +/- en compte les orientations quantitatives de la planification écologique
- **Agriculture** : plans structurés dans le cadre du PLOAA (reporté) et de l'EDEC sylviculture, à actualiser
- **Industrie*** : plan global associé à la décarbonation de l'industrie (OPCO 2i), à actualiser avec les besoins de la réindustrialisation
- **Industrie du transport** : plan sur l'amont de la filière automobile, le cycle et le ferroviaire, à consolider dans une vision intégrée avec l'aval
- **Eau et déchets** : plans issus des branches, à actualiser avec le plan eau et d'autres volets de l'économie circulaire (allongement de la durée d'usage...)

- Représente les secteurs entièrement couverts par un ou plusieurs plans d'actions cohérents avec les enjeux de PE
- ▨ Représente les secteurs partiellement couverts par un ou plusieurs plans d'actions
- Représente les secteurs non couverts par un plan d'actions aligné avec la PE

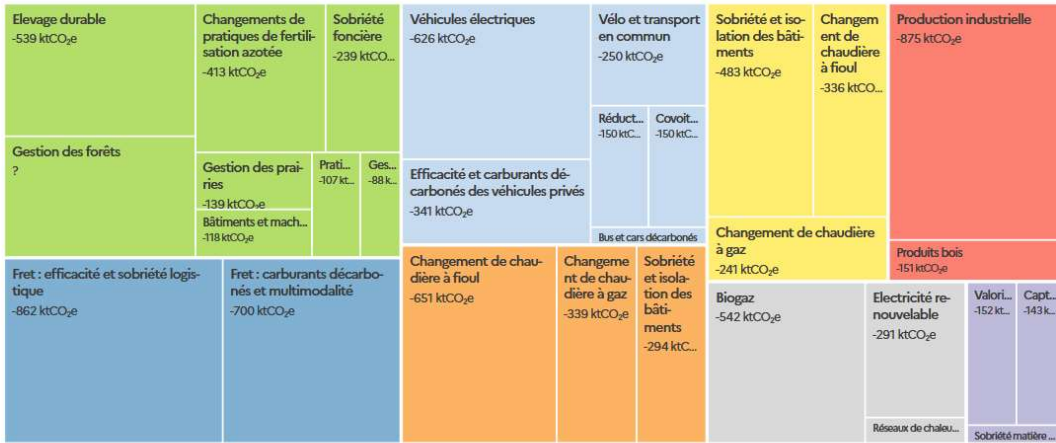
Emplois par « levier » du plan (données 2019)

Sources : EDEC, AMI CMA, travaux filières (ANFA, PFA, éco-organismes...)

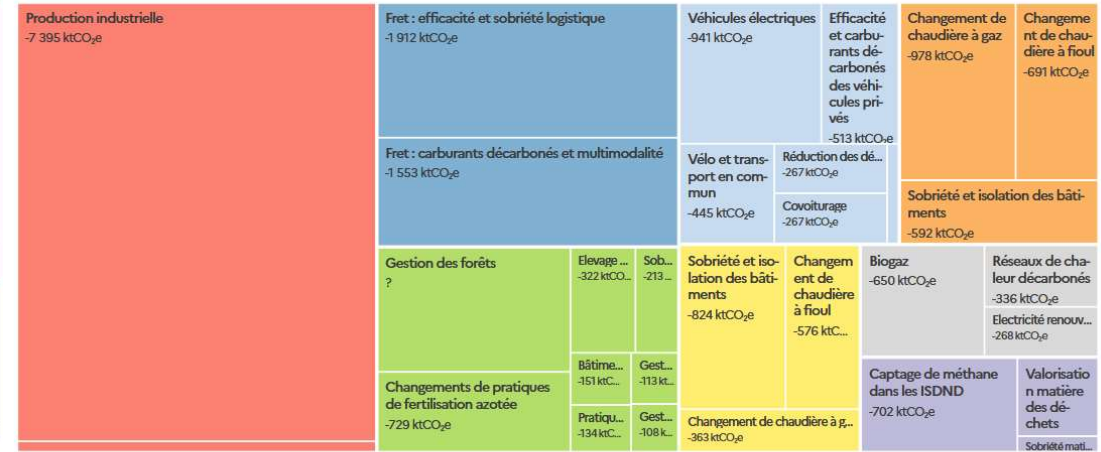
Enjeux de territorialisation associés à la stratégie emplois et compétences

Des enjeux différents selon les régions

En Bretagne



En Hauts-de-France



En Ile-de-France



■ AGRICULTURE, FORÊTS ET SOLS
 ■ DÉCHET
 ■ ÉNERGIE
 ■ INDUSTRIE
 ■ RÉSIDENTIEL
 ■ TERTIAIRE
 ■ TRANSPORT DE MARCHANDISES
 ■ TRANSPORT DE VOYAGEURS

=> des structures d'émissions de GES
=> trajectoires de décarbonation différentes
=> des besoins en emplois et compétences différents

Les enjeux de la territorialisation

Des outils et instances sur lesquels capitaliser

Objectifs et proposition de travaux à mener

Des stratégies en vigueur : Plans Territoriaux de Transition Juste, Pactes régionaux d'investissement dans les compétences...

Un continuum allant du diagnostic à la formation et l'accompagnement

De multiples instances de concertation et de suivi avec les parties prenantes : CREFOP, Comités France Travail, COP, CMQ...

Recenser les formations existantes en lien avec les leviers de PE, notamment professionnelles

Estimer les besoins futurs en emplois associés à ces leviers et aux feuilles de route issues des COP régionales

Consolider les besoins en emplois et compétences pour les projets industriels à venir dans les territoires

S'inspirer de bonnes pratiques en cours pour orienter au mieux les dispositifs emplois/formation en vigueur au service de la planification écologique et du plein emploi (cf slides suivantes)

Faire évoluer la gouvernance des enjeux emplois/compétences en lien avec les besoins de la PE, en lien avec les parties prenantes (CTE...) et pour préparer l'année 2+ des COP

S'appuyer sur l'Observatoire 4.0 en lien avec le RCO et la feuille de route de France Travail pour piloter l'évolution des emplois contribuant à la PE, notamment ceux à pourvoir par des profils similaires pour limiter les tensions à venir

Des enjeux majeurs pour les régions

De fortes disparités régionales à considérer : démographie, tissu économique, offre de formation....

Des opportunités à saisir : nouvelles filières, meilleure acceptabilité sociale de la transition (reconversions)

Une expérience des régions sur laquelle capitaliser : offre de formation, coordination des acteurs...

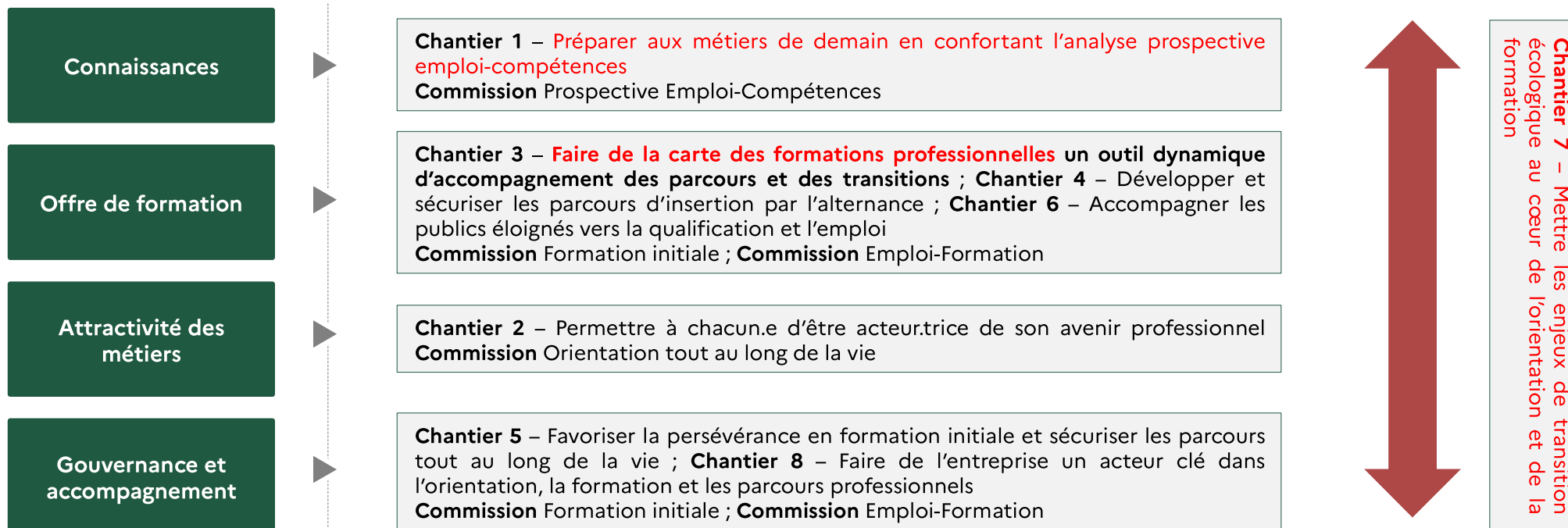
Une stratégie régionale pour réponse à cet enjeu



- La Stratégie des Transitions Économique et Sociale « plus d'emplois, moins de carbone »
- Une stratégie innovante, intégrée et transversale (réunion de 3 schémas stratégiques réglementaires).
- Une ambition partagée, fruit d'une démarche de coconstruction
- Trois orientations prioritaires :
 - Accélérer et réussir les transitions climatique et écologique de l'économie et de la société bretonnes,
 - Conforter la base productive bretonne, alimentaire et industrielle, dans une perspective de souveraineté,
 - Conforter la cohésion et l'inclusion sociales comme facteurs de performance économique et d'épanouissement individuel.

Les chantiers du CPRDFOP et les commissions du CREFOP adressent ces enjeux

Les catégories d'actions identifiées



Source : SGPE, CREFOP Bretagne du 27 novembre 2024

Échanges